



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

Synami-CFDT  
Syndicat national des métiers de l'insertion

## FUSION MISSIONS LOCALES – POLE EMPLOI CE N'EST PAS SI SIMPLE QUE ÇA....

C'est l'expression consacrée par les « penseurs », mais, **la force du Synami est notre intelligence collective et ce qui peut apparaître comme LA bonne idée de la rentrée peut se révéler désastreuse pour notre réseau.** Nous allons essayer d'argumenter pour expliquer pourquoi proposer une expérimentation de fusion des Missions Locales dans Pôle Emploi est dangereuse et n'a pas de sens.

**Les motifs** sont uniquement issus du rapport CAP 2022, mais, à la suite de la mise en œuvre de la loi NOTRe et des projections du PLF 2019, tous ces documents, rapports, pré-projets et textes applicables **ont une logique ultime : faire des économies.** Cela implique, évidemment la baisse des moyens alloués aux structures de proximité ayant comme champ d'intervention le lien social, l'insertion ou « l'inclusion » pour être à la mode, des politiques de l'emploi qui demandent de l'accompagnement humain. Cela a commencé par la baisse drastique des contrats aidés et par conséquent, la mise à mal des associations.

Dans une structure plus grosse on pourrait penser que les jeunes seront plus vite accueillis et trouveront de meilleurs services. Nous savons bien, dans notre réseau, que tel n'est pas le cas. On peut aussi argumenter en faveur de la fusion en supposant que les salariés auront plus d'avantages sociaux et seront mieux payés. Sans doute, mais seulement ceux qui seront repris. **Les promesses n'engagent que ceux qui y croient..**

La proposition serait **bonne pour l'intérêt général.** Intérêt général de qui ? Qui seront **les réels gagnants ?**

- **Le gouvernement :** pour répondre à son électorat et aux injonctions libérales
- **Les élus locaux :** qui pourront se dédouaner en indiquant que les décisions se prennent ailleurs et qu'ils ne sont plus responsables
- **Les économistes libéraux :** qui pensent que toutes dépenses à destination des plus fragiles sont inutiles en oubliant le coût social
- **Les préfets (hé oui !):** qui désormais, payés en primes d'intéressements seront parfaitement prêts à faire du forcing pour obliger à des économies. On se souvient de la pression hebdomadaire exercée sur les chiffres des Emplois d'Avenir

Enfin, pour qui a observé des processus de fusion, la plupart du temps, il y a un ou des « mangeurs » et un ou plusieurs « mangés ». Dans ce cas d'espèce, qui est capable de prédire clairement les impacts financiers ? Ce que l'on sait actuellement, en cas de généralisation des fusions, **c'est que les 5000 postes administratifs et supports des Missions Locales seraient amenés à disparaître.** Les 8000 postes de conseillers seraient soumis à la discussion pour intégrer ou non la fusion. Comment croire qu'après avoir annoncé qu'il y avait 4000 postes de trop à PE, celui-ci en absorberait 8000 ?

**Le résultat serait, bien entendu un des pires plans sociaux** de ces dernières années avec pour beaucoup de nos collègues des zones rurales et/ou en déficit d'emploi, des difficultés à retrouver une activité. On dit souvent que la destruction d'emploi d'un côté, entraîne des créations par ailleurs, mais il ne nous semble pas que pour ce type de postes ce soit le cas.

Les ML, **c'est aussi 6500 points d'accueil dans toute la France,** un des rares services capables encore d'être proche de son public, y compris dans des territoires que d'autres ont abandonnés. D'ailleurs, dans le rapport mort-né de Jean-Louis Borloo, une des propositions portait pour un financement pour Pôle Emploi afin qu'il retourne dans les quartiers, alors que nous, nous y sommes toujours restés. **En cas de fusion, ce formidable maillage survivra-t-il ?** Nous n'en sommes absolument pas sûrs du tout et encore une fois, ce seront les jeunes qui en subiront les conséquences.

Cette expérimentation est tellement une fausse bonne idée que **les employeurs (UNML) eux-mêmes s'y opposent,** alors qu'ils se plaignent bien souvent, et par ailleurs, de beaucoup de choses.

Le Synami a appelé à la mobilisation pour faire entendre la voix des salariés. Les discussions dans les structures s'organisent et le pouls du terrain sera définitivement pris fin septembre avec, en fonction des remontées, une possible mise en action du réseau.

**EN TOUT CAS, LA FUSION ML – PE, CE N'EST PAS SI SIMPLE QUE CELA....**

A Paris, le 4 septembre 2018